

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/67

11 novembre 1996

(96-4781)

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

## CONFERENCE MINISTRIELLE DE L'OMC

### Eléments d'un programme de l'OMC sur la facilitation du commerce

La délégation des Communautés européennes a demandé à la réunion tenue par le Conseil du commerce des marchandises le 1er novembre 1996 que la communication ci-après, tout d'abord présentée en tant que note informelle dans le cadre des réunions des chefs de délégation, soit aussi distribuée en tant que document du Conseil.

#### I. Considérations générales

Pour l'industrie et le commerce, la simplification des procédures d'importation et d'exportation est une tâche hautement prioritaire, compte tenu des graves difficultés et de la perte de temps que peut entraîner le respect de réglementations et de procédures nombreuses et complexes.

Les coûts qui en résultent peuvent souvent dépasser celui des droits de douane en pourcentage de la valeur totale des marchandises échangées. Des procédures rationnelles peuvent permettre de réaliser des économies et surtout d'éviter toute interruption de la circulation effective des marchandises. Comme la charge financière est particulièrement lourde pour les petites entreprises et les agents économiques des pays les moins avancés, la facilitation du commerce peut aussi aider ceux-ci à participer au commerce avec plus de profit et à accroître leurs possibilités d'exportation, qui, à leur tour, entraîneront une croissance des revenus et de l'emploi. Des procédures plus efficaces donnent aussi une plus grande certitude quant aux dates de livraison et permettent ainsi d'améliorer les services aux consommateurs.

Il est pleinement reconnu au niveau politique qu'il est nécessaire de simplifier/d'harmoniser la documentation et les normes pour l'informatisation et plusieurs organisations internationales ont déjà engagé des travaux sur ces questions. En particulier, l'Organisation mondiale des douanes (OMD) mène actuellement des travaux concernant la révision des procédures douanières.

Le Symposium international des Nations Unies sur l'efficacité commerciale s'est tenu à Columbus (Ohio) en 1994 et l'importance de la facilitation du commerce y a été affirmée à l'échelon ministériel. Les recommandations élaborées à ce symposium constituent un élément prioritaire des travaux de la CNUCED. Un autre organisme des Nations Unies, la Commission économique pour l'Europe, par l'intermédiaire de son Groupe de travail sur la facilitation des procédures du commerce international, élabore depuis plus de 30 ans des normes visant à faciliter le commerce.

En outre, des accords bilatéraux conclus entre des Membres de l'OMC, comme le plan d'action UE/Etats-Unis, l'accord au Sommet UE/ANASE et le Programme d'action d'Osaka de l'APEC, prévoient l'accélération des travaux sur la facilitation du commerce.

Compte tenu de ce qui précède, l'OMC devrait donner son appui politique à ces travaux essentiels car les avantages économiques découlant de la facilitation du commerce contribueraient à la prospérité mondiale.

## II. Rôle de l'OMC

La question qui se pose est de savoir s'il faudrait aussi prendre des mesures pour élaborer une discipline multilatérale dans le domaine de la facilitation du commerce.

Puisque des travaux sont en cours dans le cadre d'un certain nombre d'organes et d'instruments internationaux en vue de parvenir à une simplification et une modernisation, il semble qu'il faudrait tout d'abord faire une évaluation globale de la situation afin de définir plus précisément dans quelle mesure et à l'intérieur de quelles structures une initiative de l'OMC pourrait être nécessaire. A cette fin, l'OMC, dans le cadre du nouveau programme de travail, devrait consulter des organes tels que l'OMD, la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies et d'autres, afin de mettre en place une approche coordonnée concernant les procédures commerciales et douanières, qui soit d'application mondiale et multisectorielle.

## III. Objectifs de Singapour

1. Les Ministres à Singapour devraient donner un nouvel élan politique à la simplification et à l'harmonisation des procédures commerciales compte tenu de leurs incidences sur le commerce.
2. Les Ministres devraient promouvoir une participation active aux travaux de révision actuellement en cours à l'OMD.
3. Les Ministres devraient inviter l'OMC à engager, en coopération avec les organes compétents, des travaux préparatoires et analytiques. L'OMC devrait en particulier examiner les travaux réalisés dans différents organes sur la facilitation du commerce afin de veiller à ce que les procédures commerciales normalisées soient élaborées de façon coordonnée, reconnaissant ainsi l'importance de la facilitation du commerce, qui peut être un moyen efficace de réduire les obstacles au commerce et d'améliorer l'accès aux marchés.

Il faudrait évaluer, dans un rapport à présenter au Conseil du commerce des marchandises, l'incidence sur le commerce et la possibilité de se doter d'une discipline plus efficace et plus transparente dans le cadre de l'OMC.

Il faudrait accorder une attention particulière aux questions de la modernisation de la Convention de Kyoto pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, de l'échange maximal de données au moyen des technologies de l'information sur une base normalisée ainsi qu'à d'autres questions essentielles en rapport avec les formalités officielles du commerce international.

Sur la base de ce rapport, le Conseil devrait décider de la façon de procéder et se prononcer sur la nécessité d'élaborer un code dans des structures à définir.